



« Restez chez vous » mais « continuez l'activité » : trois temps d'une lecture syndicale pour un paradoxe de crises

Dans le cadre de la pandémie du COVID-19, nous ne pouvons que saluer la décision du gouvernement de protéger les étudiants et les personnels de l'université, en privilégiant le télétravail pour le plus grand nombre et en accordant des autorisations spéciales d'absences aux personnels lorsque le télétravail n'est pas possible. Nous soutenons de tout cœur les personnels amenés à continuer à se rendre au travail, pour assurer les fonctions vitales de notre Université. Cependant, les injonctions du gouvernement sont à la fois « restez chez vous » et « continuez l'activité », et ce paradoxe demande réflexion. La vie de notre université doit effectivement continuer, mais la crise et les réponses gouvernementales et locales appellent des actions et des propositions.

Dans une demande certaine d'unité nationale, les organisations syndicales continuent à avoir des choses à faire et à dire. **Le paradoxe des injonctions gouvernementales contradictoires, ancré dans des crises multiples, nous semble appeler trois temps d'une lecture syndicale, pour aujourd'hui, pour hier et pour demain.**

Aujourd'hui, et dans les jours et les semaines à venir, l'heure est à l'action pour organiser la vie de et dans notre université. Nous saluons et appuyons la volonté des équipes de direction de l'Université de fournir une réponse cohérente et précise qui permette à chacun de s'adapter au mieux aux conséquences graves de cette crise. Concrètement, nous sommes engagés dans cette réponse collective, comme tous les membres de notre communauté académique, mais aussi comme élus au CT, au CHSCT, aux conseils centraux, et comme organisation syndicale. Nous avons porté au CT dématérialisé de ce lundi 23 mars un certain nombre de questions portant sur les points suivants:

- Continuité des rémunérations – Nous saluons les engagements pris par l'UGA pour garantir la continuité des rémunérations, pour les titulaires, les contractuels et les vacataires. Un problème subsiste concernant les gratifications de stages : en effet, les stages en cours peuvent être arrêtés à la demande des structures d'accueil, ce qui suspend de fait le versement des gratifications. Nous demandons que l'établissement mette en place des aides individualisées, comme le prévoit la "FICHE 6 stage" du courrier du ministère du 17 mars 2020 et conformément à l'article L. 821-1, alinéa 2, du Code de l'éducation.

- Fracture numérique – Des dispositifs sont mis en place à Grenoble pour tenter de venir en aide aux étudiants confinés dans leur famille, en colocation ou dans les résidences universitaires, mais, à notre connaissance, ceux-ci sont disponibles uniquement par internet (pour le moment). Comment aider les étudiants dénués d'accès à l'internet ? (dans leur vie quotidienne et dans le cadre de leurs études). L'enquête de l'UGA a recensé 45 étudiants dénués d'ordinateur pour suivre les cours. L'UGA leur fournira une tablette afin qu'ils puissent

travailler. Cependant, ce nombre nous semble sous-estimé, étant donné que le recensement des étudiants n'est pas terminé dans toutes les composantes.

Cette fracture touche aussi certains personnels qui -même s'ils ont pu bénéficier des mesures facilitant le télétravail mises en place à l'UGA- n'ont pas forcément tous une connexion internet haut débit, une imprimante, etc... Plus globalement, les outils de travail collaboratifs sont saturés (par exemple, ENT, framapad). Comment envisager la « continuité » du travail dans un cadre aussi inégalitaire ? Ne faudrait-il pas nous concentrer sur l'absolu nécessaire, en acceptant pleinement l'idée que nous travaillions en mode « dégradé » ?

- Conditions de travail des personnels – Les personnels sont invités à continuer leurs activités administratives. Au-delà d'une simple « relocalisation de l'activité » (de l'université vers la maison), il s'agit d'un changement radical de l'environnement de travail, dans lequel les collectifs de travail sont disloqués et les individus se retrouvent bien souvent livrés à eux-mêmes. Comment organiser des réponses collectives, comment bien répartir les situations et la charge de travail ? Et les conditions de sécurité des personnels qui doivent aller travailler à l'UGA, sont-elles suffisantes, adaptées et respectées ?

- Continuité pédagogique – Les enseignants sont appelés à assurer la « continuité pédagogique ». Mais comment transposer les cours, travaux dirigés et travaux pratiques, initialement élaborés pour du présentiel, en un contenu à distance, avec une situation dégradée sur le plan pédagogique, qui fait fi de la nécessaire interaction collective ? Comment corriger les inégalités d'accès aux enseignements (que crée cette situation de confinement) pour nos étudiants ? Pouvons-nous décemment organiser des examens ou des évaluations dans ces conditions (comme le prévoit le ministère en proposant de recourir à des sociétés privées pour organiser des examens « dématérialisés ») ? Comment empêcher que les étudiants ne se découragent et n'abandonnent leurs études ? **Ces questionnements sont tout à fait en phase avec les inquiétudes légitimes de nos étudiants (voir communiqué en pièce jointe) et nous demandons à la présidence d'y répondre.**

En général, nous insistons sur la nécessité d'alléger le programme des UE, sur le besoin de flexibilité des emplois du temps (par exemple, ne pas suivre forcément les calendriers de cours tels que prévus sur ADE avant le confinement), sur l'utilisation de moyens les plus simples et les plus légers possible pour enseigner à distance, et bien sûr nous insistons pour ne pas contrôler l'assiduité des étudiants lorsqu'ils se connectent aux plateformes numériques (et nous nous opposons à tout moyen de pression à destination des étudiants en général). Des dispositions particulières pour les examens devront aussi être trouvées, afin de ne pénaliser aucun·e étudiant·e face à la fracture numérique.

- Appels à projets – Les chercheurs et enseignants-chercheurs doivent-ils continuer à répondre aux appels à projets (deux appels IDEX pour la mobilité internationale ont été lancés la semaine dernière, ainsi qu'un appel de Grenoble INP sur les dispositifs bourses présidence ...) ? Ces appels ne sont-ils pas un peu « décalés » dans le contexte de confinement global de la population ? Plus généralement, faut-il maintenir la compétition entre collègues ou, au contraire, l'université doit-elle assurer la solidarité entre les personnels qui voient leurs recherches arrêtées, avec parfois des répercussions qui s'étaleront sur plusieurs mois, voire quelques années ?

- Accréditations – Le report d'un mois de la remontée des dossiers HCERES annoncée par le ministère est une bonne nouvelle mais ne suspend pas le travail. Les responsables pédagogiques doivent-ils continuer d'assurer la préparation de la prochaine accréditation (qui plus est anticipée par rapport aux autres établissements de la vague A) ? doivent-ils dès

maintenant organiser la rentrée 2020 comme prévu ? Les contenus ne devront-ils pas être adaptés en septembre, pour tenir compte de la période de confinement et de la dégradation des conditions d'études de nos étudiants ? Et vu des nombreux incidents qui émaillent l'usage des environnements numériques de travail dans les établissements du second degré (voir cet article), ne serait-il pas urgent d'obtenir de la ministre la suspension du processus Parcoursup, comme de toutes les procédures d'inscription en ligne (ecandidat, PEF) dont l'accès n'est plus garanti pour tout le monde ?

Mais la situation d'aujourd'hui ne peut s'analyser sans revenir dès à présent sur ce qu'était celle d'hier. Dans le domaine de la santé, la solidarité et l'immense respect qui accompagne le dévouement sans limites des personnels hospitaliers ne peut se passer du rappel de la déshérence organisationnelle et matérielle dans laquelle l'hôpital public est placé depuis des années. Dans le domaine de l'éducation, dans l'Enseignement Supérieur et la Recherche, le dévouement des enseignants, des enseignants chercheurs, des chercheurs, des personnels techniques et administratifs pour assurer un minimum de continuité de service ne peut masquer l'incompréhension et la colère qui ont monté depuis des mois face à une politique gouvernementale à la fois libérale et autoritaire, sure d'elle-même et systématiquement sourde et méprisante face à toutes les analyses et revendications portées par les personnels. Jour après jour et depuis des mois, jusqu'au 13 mars, date du début des annonces qui ont mené au confinement que nous connaissons, nous avons dénoncé des projets de loi construits sur les inégalités et la mise en concurrence et en opposition des individus à tous les niveaux. Plus que jamais, ce qui était et reste dans les cartons du gouvernement, retraite à points, LPPR, doit être dénoncé et combattu. Plus que jamais, la défense du service public, de l'hôpital, de l'éducation, de la formation, de la recherche, des transports, de l'énergie, de la culture, du sport, est nécessaire, et nos luttes d'hier construisent, à travers les grandes difficultés d'aujourd'hui, les transformations nécessaires de demain.

Car effectivement, il va bien falloir penser à demain. Même si nos énergies sont tendues aujourd'hui dans l'engagement individuel et collectif, le souci des proches, la solidarité au quotidien, demain est déjà en vue, et peut proposer le meilleur comme le pire.

Le meilleur, ce serait que cette pandémie dramatique permette enfin d'affronter les autres crises qui nous menacent, au-delà de la crise sanitaire et de la crise économique – crise climatique, crise démocratique qui oppose des gouvernances inflexibles à des populations qui veulent changer de modèles. Le meilleur, ce serait dans l'ESR de prendre enfin la mesure de ce que devrait être une formation universitaire démocratique et ouverte, une recherche collaborative et libre au service de la société. Le meilleur pourrait être, à l'UGA, de redéfinir comment notre « université d'excellence » constamment soumise aux directives de l>IDEX pourrait redevenir une communauté académique sachant réfléchir collectivement à ses fonctionnements, à ses stratégies et à l'utilisation de ses moyens, et comment l'UGA pourrait construire un plan d'urgence à destination des personnels et des étudiants permettant un redéploiement des ressources de l>IDEX et de l'ANR pour mieux assurer les besoins « de base » de l'université.

Mais demain peut aussi nous apporter le pire. Les crises fournissent des occasions fortes, pour des lobbys bien organisés à proximité des pouvoirs, de rebattre fortement et durablement les cartes dans une « stratégie du choc » bien décrite par ailleurs ([voir ici](#)). Demain est déjà en préparation dans la loi d'urgence du gouvernement, avec des évolutions dangereuses et potentiellement durables de nos conditions de travail ([voir ici](#) et [là](#)).

Le débat commence, nous proposons à chacun d'y participer et de ne pas abandonner, dans les solidarités conjoncturelles d'aujourd'hui, la construction de solidarités plus profondes qui devraient être celles de demain ...

Nous appelons nos collègues et nos étudiants à rejoindre toutes les formes de solidarité qui sont en train de se construire : les démarches collectives qui retissent un "tou·te·s ensemble" et toutes les formes d'expression pour soutenir les personnes qui assurent la continuité des soins et de la vie quotidienne, ou analyser sans complaisance les risques de décisions d'un gouvernement "guerrier" sont notre meilleure réponse au confinement ! Localement, nous continuons de construire, même à distance, des échanges entre les secteurs professionnels et à diffuser les informations et les alertes, comme en témoignent les communiqués suivants, que nous joignons à ce message :

- Le communiqué de la FSU, [disponible sur le site de la FSU](#)
- Le communiqué interpro, [disponible sur le site de médiapart](#)
- Le communiqué des étudiants de l'UGA (en pièce-jointe).